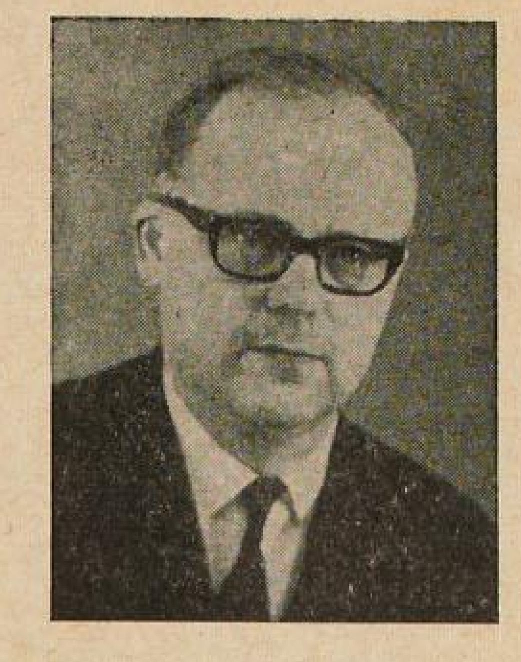


# Elections législatives
## du 5 mars 1967

Circonscription de MAYENNE



**R. BALLAYER**
Conseiller Général - Maire d'Ernée
*Candidat*
*soutenu par le Centre-Démocrate*

**M. LEVAZEUX**
1er Adjoint au Maire de Mayenne
*Centre-Démocrate*

Électrices,
Électeurs,

# Notre définition du mandat du député 1967

1° Prendre en considération l'intérêt général.

2° Faciliter les démarches des intéressés (car la réforme administrative n'est qu'un vain mot : trop de papiers, trop de dossiers, trop de bureaucratie...)

3° Etre pour l'arrondissement l'animateur, le coordinateur, le leader d'un **Groupement économico-social et culturel** constitué par des représentants authentiques et qualifiés des différentes formations socio-professionnelles et culturelles (représentants du monde agricole, ouvriers, commerçants, professions libérales, Anciens Combattants, etc.)

Cette équipe de 15 à 18 personnalités - rouage indispensable de la revitalisation de la région - en s'appuyant sur les structures existantes et notamment les collectivités locales, avec le concours de tous ceux qui veulent avoir des responsabilités ou qui s'intéressent à la " CHOSE PUBLIQUE " aura pour tâche dans l'arrondissement :

a) de définir une prospective économique sociale et culturelle et de déterminer les options fondamentales.

b) de prendre dans l'immédiat les mesures urgentes pour arrêter le dépeuplement, le dépérissement de certains secteurs " qui se vident de toute substance ", pour stopper l'hémorragie...

c) de proposer des solutions ou simplement des suggestions concernant tous les domaines en partant des études effectuées à tous les niveaux sous la direction de l'animateur responsable, ainsi jouera vraiment la DEMOCRATIE-PARTICIPATION : **la loi du dialogue devant se substituer aux solutions imposées.** L'aménagement du territoire est l'Affaire de tous et non d'une minorité de technocrates.

Notre mandat dans cette " Démocratie-Participation " ne peut donc être celui d'un **INCONDITIONNEL.**

## LES INSTITUTIONS

**Dans la STABILITÉ avec tous les Français, nous refusons un retour au passé. La stabilité est garantie par la Constitution, mais nous veillerons à ce que la constitution soit appliquée dans sa lettre et son esprit. Nous voulons un DIALOGUE entre un exécutif stable et le pouvoir législatif, dialogue manifestement contrarié par l'abus de l'ordre du jour prioritaire** (seulement 3 à 4 °/ₒ des textes examinés par l'Assemblée sont d'origine parlementaire) **et par l'abus du vote bloqué** (le gouvernement interdit en fait tout amendement).

NOUS VOUS PROPOSONS

## UNE POLITIQUE ÉCONOMIQUE DYNAMIQUE

car la stabilité ne doit pas signifier stagnation

### 1°) Par la relance de l'expansion

Au lieu d'étouffer les initiatives des chefs d'entreprises il convient de les stimuler par une politique intelligente intéressant à la fois le crédit, les investissements, la fiscalité. L'autofinancement est en France un des plus bas du monde et résulte en partie du blocage des prix, mesure aveugle qui compromet l'Avenir Economique de la nation.

L'expansion dans la région ne sera bénéfique pour tous, qu'après suppression intégrale des abattements de zone et disparités régionales, avec revalorisation du S. M. I. G. et relèvement du plafond d'imposition.

Les petites et moyennes entreprises doivent avoir toutes leur place dans l'économie et il ne saurait être question de porter atteinte à la propriété commerciale existante. Il importe de donner à l'artisan les moyens qui lui permettront de tenir le rôle économique qui lui est propre.

**2°) Par une politique agricole de sécurité** en favorisant une **organisation mondiale des marchés.**

Le monde agricole aspire non seulement à la parité du revenu, mais aussi à la parité des moyens et conditions d'existence. Respect de l'article 31 de la loi d'orientation dont l'application permettrait une fixation des prix agricoles reflétant l'évolution des coûts de production et tenant compte des charges et de la rémunération du travail et du capital en agriculture selon des règles économiques et saines. Les compétences exigées des agriculteurs modernes demandant une solide préparation d'où la nécessité de formation professionnelle avec système de bourses approprié.

**3°) L'abandon des dépenses de faux prestige et des charges improductives.**

## POLITIQUE D'INDEPENDANCE DANS UNE DIMENSION NOUVELLE

### L'Europe

Seule l'Europe Unie peut constituer une puissance à l'échelle mondiale. L'Europe doit être une communauté de peuples égaux acceptant des institutions communes. L'Europe enfin unie, gage de sécurité, deviendra ainsi dans l'organisation du Monde Libre une partenaire sans complexe.

### Assurer le progrès social et ses priorités

**LOGEMENT :** construction de logements adaptés aux besoins réels de la famille et faciliter au maximum l'acquisition de la propriété pour les Français.

**SANTÉ PUBLIQUE :** Le 4e plan n'ayant pas été réalisé, la situation tend à se dégrader. En France, le Moyen-Age côtoie le XXe siècle et les " Etats Généraux du Cœur " ont été de véritables cris d'alarme.

**ENSEIGNEMENT :** Aucune conception d'ensemble cohérente n'a dirigé les réformes. La démocratie a besoin de citoyens formés, capables de participer. L'économie moderne a plus besoin de cerveaux que de bras et l'Enseignement doit pouvoir répondre aux exigences du développement de demain et s'efforcer de favoriser chez les jeunes une accession progressive aux responsabilités.

**ANCIENS COMBATTANTS :** Nous nous engageons à défendre les justes et légitimes revendications des Anciens Combattants.

- Le rétablissement de l'égalité des droits à réparation pour tous les titulaires de la carte d'Ancien Combattant.
- Le respect du " Rapport Constant " détourné par le Gouvernement avec les décrets du 26 Mai 1962.
- La levée des forclusions pour les internés, déportés et résistants.
- La reconnaissance de la qualité de Combattant aux militaires ayant combattu en Afrique du Nord dans les zones opérationnelles définies par le Ministère des Armées.
- L'application de l'article 55 de la loi de finances pour 1962 afin de règler tout le contentieux actuel.

**PERSONNES AGÉES :** Les personnes âgées sont sacrifiées ". La vignette auto " instituée pour alimenter le " Fonds National de Solidarité " a un rendement qui s'accroit d'année en année (700 millions en 1965), mais il est maintenant détourné de ses fins et incorporé au budget. Nous proposons une politique réaliste et **humaine.**

1°) Allocation fixée à 80 °/o du S. M. I. G.

2°) Que l'allocation entraine automatiquement :

a) Tous les avantages attachés à la carte d'Economiquement faible.

b) L'assistance médicale gratuite.

c) L'allocation au loyer pour ceux qui sont locataires.

Pour les infirmes, il est souhaitable qu'ils bénéficient des augmentations des avantages minima accordés aux vieillards.

*NOUS VOULONS QUE NOTRE CIVILISATION SOIT UNE CIVILISATION DE SOLIDARITÉ SOUCIEUSE DE L'ÉPANOUISSEMENT DE L'HOMME.*

Une équipe d'un style nouveau vous propose donc de défendre les libertés communales et de construire **dans la stabilité** une **République démocratique sociale européenne**

*Vu le candidat :*

**René BALLAYER.**

*Remplaçant éventuel :*

**Marius LEVAZEUX.**

ERNÉE - IMP. PAFOUIN